

Saint-Jean de Passy : Monseigneur Aupetit face à sa première crise



Saint-Jean de Passy

Article rédigé par *Mediapart*, le 18 mai 2020

Source [Mediapart] Les apprentis sorciers de la rue Raynouard ont-ils ouvert la boîte de Pandore? Le licenciement de l'ancien directeur de Saint-Jean de Passy a provoqué une réaction en chaîne inattendue. Car au-delà des parents d'élèves et des équipes éducatives choqués de la brutalité de la procédure, c'est désormais tout le diocèse de Paris qui tanguerait dangereusement.

Un vent de panique commence à souffler dans les arcanes du diocèse de la capitale. La manière avec laquelle a été gérée la crise à Saint-Jean de Passy aurait écœuré de nombreux catholiques parisiens, laïcs comme prélats, qui témoigneraient de plus en plus de leur déception.

Une affaire qui a connu un nouveau rebondissement le 12 mai dernier, avec l'officialisation du licenciement de François-Xavier Clément et de Jean Ducret (le directeur de Saint-Jean de Passy et son préfet des Terminales) par le conseil d'administration de l'établissement. La rapidité avec laquelle a été traitée l'affaire — exactement quatre semaines après la mise à pied des deux responsables — et le flou qui continue d'entourer ce dossier ont suscité une colère qui est allée bien au-delà des murs de la prestigieuse école.

Et au sein de l'archevêché, les «remontées du terrain» sont pour le moins inquiétantes : l'affaire a fait grand bruit dans les milieux catholiques et de nombreux évêques de la région parisienne ne mâchent pas leurs mots en privé pour décrire une situation qui a provoqué l'indignation et la colère de leurs ouailles.

Pour l'archevêque de Paris Monseigneur Aupetit, c'est une triple crise : d'abord une crise d'image, pour celui qui faisait alors consensus depuis sa nomination à son poste en 2013 chez les catholiques parisiens, des paroisses les plus progressistes au plus traditionalistes. C'est aussi une crise de confiance pour bon nombre de catholiques, qui attendaient justement de l'Église une forme de justice et de compassion dans un dossier, qui, pour certains observateurs, s'apparente à une brutale liquidation.

Enfin, c'est aussi une crise financière : «l'affaire Saint-Jean de Passy» a secoué tout l'ouest parisien catholique. Un milieu cossu, où sont concentrés une grande partie des donateurs, privés et professionnels, du diocèse. Or, de nombreuses familles et entreprises ont déjà fait savoir qu'elles suspendaient leurs virements mensuels. Dans les arrondissements bourgeois du 7^e et du 8^e arrondissement, certaines paroisses voient leurs prévisions budgétaires basculer dans le rouge et en off, plusieurs responsables de la Fondation Notre-Dame (l'organisme privé qui regroupe les principales fondations caritatives catholiques de Paris) expriment leur profonde inquiétude. Une crainte d'autant plus justifiée que les comptes paroissiaux ont déjà été durement impactés par les mesures de confinement dues au Covid-19, avec la suspension des messes et des cérémonies religieuses et la privation d'offrandes et de quêtes.

Une crise d'image, une crise de confiance et une crise budgétaire. Si l'on juge le capitaine dans la tempête, celle qui attend Monseigneur Aupetit s'annonce particulièrement périlleuse et décisive. Mais comment une simple affaire de licenciement au sein d'un établissement scolaire a-t-elle pu prendre de telles proportions?

Sous la direction de François-Xavier Clément, Saint-Jean de Passy avait acquis une solide réputation auprès des catholiques parisiens et franciliens, tant sur la qualité des conditions d'enseignement que sur l'attention particulière accordée au développement de la «vie spirituelle» des élèves.

Une renommée et une reconnaissance pour son travail, qui tranchent avec les motifs invoqués pour justifier son licenciement : d'anciens salariés auraient critiqué le management «musclé» et abrupt de l'ancien chef d'établissement. Mais pour bon nombre de parents d'élèves et de catholiques parisiens, ces vagues

considérations de management ne justifiaient pas une mise à pied aussi rapide, en pleine année scolaire, au cœur d'une crise sanitaire et à quelques semaines du baccalauréat, qui plus est pour un chef d'établissement si apprécié de la communauté.

Une décision qui passe mal, d'autant plus que la cabale orchestrée contre François-Xavier Clément semble en réalité l'avoir été pour de basses inimitiés personnelles. Le directeur diocésain de l'enseignement catholique, Jean-François Canteneur, et la présidente de l'Apel (association de parents d'élèves) Emmanuelle Sarrebourse de la Guillonière, figures de proue de la fronde et membres du conseil d'administration de l'établissement, entretenaient de longue date de mauvaises relations avec le directeur de l'établissement.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)